



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la
protection des populations de la Somme**

Santé Protection Animale et Environnement
53 rue de la Vallée
80000 Amiens
ddpp@somme.gouv.fr
03 64 26 87 00
ddpp@somme.gouv.fr

Amiens, le 17/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL FRAMI OEUF

LIEU DIT FRAMICOURT
80500 FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER

Références : DDPP80 2025 01462
LRAR n°1A 204 704 7625 9
Code AIOT : 0058000476

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2025 dans l'établissement SARL FRAMI OEUF implanté LIEU DIT FRAMICOURT 80500 FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER. L'inspection a été annoncée le 23/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL FRAMI OEUF
- LIEU DIT FRAMICOURT 80500 FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER
- Code AIOT : 0058000476
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site d'élevage se compose de 5 poulaillers, 2 fumières, une fabrique d'aliments et un centre de stockage des oeufs en attente d'enlèvement. Le site est en cours de conversion cages vers sol (3 poulaillers convertis en volière, 2 encore en cages) et est désormais totalement exploité par la SARL

FRAMI'OEUF depuis juin 2024. La visite a porté sur la mise en oeuvre des MTD issues du réexamen IED ainsi que sur les suites de l'inspection réalisée le 03 décembre 2024. L'ensemble des poulaillers a été visité. Un contrôle au titre de la santé et de la protection animale a également été effectué.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 05/07/2024, article 1.2.3	/	Demande d'action corrective	30 jours
2	Modifications apportées aux installations	Arrêté Préfectoral du 05/07/2024, article 1.5.1	/	Demande d'action corrective	30 jours
5	Protection contre l'incendie - Défense externe	Arrêté Préfectoral du 05/07/2024, article 2.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
7	MTD3 Emissions d'azote total excrété	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Demande d'action corrective	30 jours
10	MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/07/2024, article 2.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Protection contre l'incendie - Défense interne	Arrêté Préfectoral du 05/07/2024, article 2.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
8	MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
9	MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
11	MTD8 Utilisation	Arrêté Ministériel du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	rationnellement de l'énergie	27/12/2013, article 42		
12	MTD11 Émissions de poussières, bâtiment d'hébergement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
13	MTD14 Émissions atmosphériques d'NH3, stockage effluents solides	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
14	MTD15 Rejets dans le sol et l'eau, stockage des effluents solides	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
15	MTD23 Émissions d'NH3, production global élevage porcin ou de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
16	MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
17	MTD25 Surveillance les émissions atmosphériques d'NH3	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
18	MTD27 Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
19	MTD31 Émissions atm. NH3, p poudeuses, p de chair reproducteur, poulettes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
20	MTD31 Émissions atm. NH3, p poudeuses, p de chair reproducteur, poulettes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
21	MTD31 Émissions atm. NH3, p poudeuses, p de chair reproducteur, poulettes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet
22	MTD31 Émissions atm. NH3, p poudeuses, p de chair reproducteur, poulettes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont correctement entretenues. Les installations sont conformes aux MTD sur la majorité des items contrôlés. Une attention doit cependant être portée sur l'alimentation afin de réduire les excréments azotés en dessous de la NEA-MTD.

L'exploitant a entrepris des travaux dans ses installations sans autorisation administrative au titre des installations classées. Le dossier de modification ICPE doit être complété. L'exploitant doit attendre d'obtenir l'autorisation administrative afférente pour les travaux envisagés sur les poulaillers P1 et P2. A défaut, ce dernier s'exposera à des suites administratives et pénales pour modification des conditions d'exploitation sans autorisation préalable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2024, article 1.2.3		
Thème(s) : Situation administrative, NATURE DES INSTALLATIONS		
Prescription contrôlée :		
L'établissement comprenant l'ensemble des installations et des annexes, est organisé selon le plan de situation figurant en annexe 1 du présent arrêté.		
L'élevage avicole est exploité selon les conditions définies suivantes :		
Installations disponibles	Effectif maximal autorisé à la mise en place	Mode d'élevage
Poulailler Frami'Oeuf P1	61 920 poules	Cages
Poulailler Frami'Oeuf P2	61 920 poules	Cages
Poulailler Frami'Oeuf P3	52 200 poules	Cages
Poulailler Les Doms B1	78 000 poules	Cages
Poulailler Les Doms B2	38 000 poules	Cages
TOTAL	292 040 POULES PONDEUSES	
Ces dispositions s'appliquent à compter de la notification du présent arrêté.		
Toute modification relative à l'effectif détenu et au fonctionnement de l'élevage tels que prévu par le présent arrêté devra faire l'objet d'une demande préalable de modification conformément aux dispositions prévues par les articles R181-45 et suivants du code de l'environnement, et incluant l'ensemble des éléments justifiant de la conformité des modifications envisagées et le respect des densités d'élevage applicables au mode de logement mis en place.		
Constats :		
L'élevage est autorisé pour 5 poulaillers en cages.		
L'exploitant a déposé en 2024 un porter à connaissance relatif au changement du mode d'élevage et de l'effectif détenu, en attente de compléments depuis le 17 janvier 2025 (délai de réponse d'un mois échu).		

Les poulaillers P3, P4 et P5 sont actuellement exploités en système sol.

Les travaux de conversion cages vers sol du poulailler P2 sont programmés au second semestre 2026 (vide sanitaire dès le 14 juillet 2025 (démontage des cages prévu sur 6 semaines) avec une prochaine mise en place en volière au 1er trimestre 2026 - effectif envisagé de 54527 poules pondeuses). Le devis pour les aménagements a été signé récemment.

Les travaux de conversion cages vers sol du poulailler P1 seront réalisés courant 2026.

Vérification des factures d'achats et des lettres de voiture pour la livraison des poulaillers P4 et P5 (respectivement 58582 et 41784 volailles). Les livraisons diffèrent légèrement des bons de commande fournis lors de la précédente inspection (respectivement 58000 et 42000). Les normes BEPP ont été vérifiées par la DDPP80 en 2025.

Vérification des livraisons des poulaillers P1, P2, P3 effectuée lors de la dernière inspection (respectivement 61919, 61920 et 38214).

L'exploitant a donc entamé ses travaux de conversion des poulaillers sans attendre d'obtenir l'autorisation administrative afférente (exploitation effective de 3 poulaillers en système sol, travaux du P2 imminents).

L'exploitant envisage également une modification de son projet concernant le poulailler P1 (extension du poulailler pour abriter une volière supplémentaire), non prévu dans le dossier déposé en 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le dossier ICPE de modification des installations (conversion cages vers sol) doit être complété avant toute réalisation d'autres travaux. L'éventuelle extension du poulailler P1 devra être incluse dans le dossier mis à jour.

L'exploitant est tenu d'attendre d'obtenir l'autorisation administrative avant d'entamer les travaux sur les différents poulaillers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Modifications apportées aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2024, article 1.5.1

Thème(s) : Situation administrative, MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITES

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations d'élevage avicole, à leur mode d'exploitation ou au voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande de modification, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

L'exploitant a déposé le 01/07/2024 puis le 22/10/2025 un porter à connaissance pour passer l'intégralité de l'élevage en système sol. Le dossier est en attente de compléments depuis le 17/01/2025 (délai de réponse accordé d'un mois).

Les travaux ont été finalisés dans les poulaillers P3, P4, P5 (bande de volailles en système sol - volière).

Les poulaillers P1 et P2 sont toujours en cages. Les travaux du poulailler P2 seront entamés dès le vide sanitaire du poulailler prévu après le 14/07 (démontage des cages) avec une mise en service début 2026.

L'exploitant envisage également une modification de son projet concernant le poulailler P1 (extension du poulailler pour abriter une volière supplémentaire), non prévu dans le dossier déposé en 2024.

L'exploitant a donc entamé ses travaux de conversion des poulaillers sans attendre d'obtenir l'autorisation administrative afférente (exploitation effective de 3 poulaillers en système sol, travaux du P2 imminents).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le dossier ICPE de modification des installations (conversion cages vers sol) doit être complété avant toute réalisation d'autres travaux. L'éventuelle extension du poulailler P1 devra être incluse dans le dossier mis à jour.

L'exploitant est tenu d'attendre d'obtenir l'autorisation administrative avant d'entamer les travaux sur les différents poulaillers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2024, article 2.1.1

Thème(s) : Situation administrative, COMPLEMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GENERALES

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 21/03/2025

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales du site sont collectées, canalisées puis dirigées vers 7 fossés d'infiltration, un bassin d'infiltration ou dans les zones enherbées se situant de part et d'autre des bâtiments d'exploitation, conformément aux données fournies dans la version actualisée du dossier de modification transmis le 12 janvier 2024. Les aménagements sont dimensionnés de telle manière à respecter une décharge des aménagements en 48h. Ils présentent les caractéristiques suivantes et sont positionnés conformément au plan joint en annexe 3 :

Aménagements	Dimensions (mètres de long x mètres de large)	Volume stockable (m³)	Volume reçu (m³)
Fossé F1	114 x 1,18	61	35
Fossé F2	97 x 1,18	58	30
Fossé F3	75 x 1,18	44	31
Fossé F4	100 x 1,18	59	37
Fossé F5	30 x 1,18	25	25
Fossé F6	34 x 1,18	20	9
Fossé F7	58 x 1,18	48	47

Aménagements	Dimensions (m²)	Volume stockable (m³)	Volume reçu (m³)
Bassin d'infiltration (mare)	200	400	228
Zone enherbée ZE1	702	140	111
Zone enherbée ZE2	828	166	103
Zone enherbée ZE2	318	95	37

Aménagements	Dimensions (mètres de haut x mètres de large)	Longueur (m)	Disposition constructives
Merlon m1	0,3 X 0,4	5	Imperméable et permettant de diriger les eaux de ruissellement vers les fossés
Merlon m2	0,3 X 0,4	9	
Merlon m3	0,3 X 0,4	8	
Merlon m4	0,3 X 0,4	9	

Merlon m5	0,3 X 0,4	4	Oriente les eaux de ruissellement vers le bassin d'infiltration
Merlon m6	0,3 X 0,4	10	
Merlon m7	0,3 X 0,4	19	
Caniveau C1	-	15	
Drain regard vers bassin D1	-	-	

Afin de s'assurer du bon fonctionnement du dispositif mis en place, l'exploitant procède à des visites de contrôles de l'ensemble des aménagements susvisés après chaque évènement pluvieux intense. Ces vérifications font l'objet d'un enregistrement dans un registre de suivi des ouvrages.

L'exploitant procède à un entretien préventif des aménagements et notamment :

- le nettoyage des caniveaux, fossés et du bassin d'infiltration afin de conserver les capacités minimales de stockage et d'infiltration susvisés ;
- le ramassage des feuilles et des détritux dans les caniveaux et les ouvrages ;
- la fauche à minima annuelle des zones enherbées afin de maintenir une hauteur de végétation de 10 à 20 cm après le 31 juillet, en privilégiant la fauche ou le dérasement en période automnale (novembre-janvier) pour favoriser une bonne vernalisation des semences et une bonne reprise de la végétation au printemps.

Les aménagements mentionnés au présent article sont effectifs dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Fossé réalisé.

Merlons mis en place.

Un caniveau sera installé sur l'accès à P1, P2 P3 afin de renvoyer les eaux pluviales de ruissellement vers un fossé (mise en place d'un portail sur l'accès).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra compléter son dossier ICPE (actuellement en attente de compléments) pour tenir compte des modifications réalisées sur le bassin d'infiltration et sur les caniveaux remplaçant les merlons.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2024, article 2.1.2

Thème(s) : Situation administrative, COMPLEMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GENERALES

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 21/03/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'extincteurs adaptés aux risques dans chaque bâtiment de l'exploitation et répartis comme suit :

Bâtiment	Nombre
Poulailler Frami'Oeuf P1	12
Poulailler Frami'Oeuf P2	12
Poulailler Frami'Oeuf P3	11
Poulailler Les Doms B1	19
Poulailler Les Doms B2	13
Centre de stockage des oeufs	4
Fumière Frami'Oeuf	2
Fumière Les Doms	2
Fabrique d'aliments	3
Cuve de gaz	1

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques annuelles conformément à la législation en vigueur.

Sont affichées dans les différents locaux les consignes de sécurité, ainsi que le plan des zones à risques, dont une copie est conservée dans le registre des risques.

Constats :

Vérification de la présence d'extincteurs dans les 5 poulaillers (centre de stockage, fumières, FAF et gaz non vérifiés).

Mise à disposition des bons d'intervention pour les vérifications réalisées par CHUBB les 13 décembre 2024 et 21 mai 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection contre l'incendie - Défense externe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2024, article 2.1.2

Thème(s) : Situation administrative, COMPLEMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GENERALES

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 21/03/2025

Prescription contrôlée :Défense extérieure :

La Défense Extérieure contre l'Incendie (DECI) du site est au minimum assurée par deux citernes incendie privées d'un volume minimal unitaire de 120 m³, accessibles en toute circonstance et présentant les caractéristiques minimales suivantes :

- une plate-forme d'utilisation d'une superficie de 32 m² (8 m x 4 m) afin de permettre la mise en œuvre aisée des engins de Sapeurs-Pompiers et la manipulation du matériel ;
- un accès à la plate-forme par une voie engin de 3 m minimum de large, stationnement exclu ;
- une protection des aspérités du sol par un terrassement et un dispositif de protection approprié ;
- une prise d'aspiration avec un raccord symétrique pompier DN100 ;
- accessible en toute circonstance, clôturée et munie d'un portillon d'accès,
- une signalétique « citerne incendie » précisant la capacité et les n° « 30002 » et « 30003 » ;
- une signalétique d'interdiction de stationnement au niveau de l'aire d'aspiration ;
- un volume d'eau contenu dans la réserve constant en toute saison.

Ces dispositifs sont effectifs dès la notification du présent arrêté.

Constats :

Les deux citernes sont remplies, signalées et clôturées. La zone d'aspiration déportée a été matérialisée pour la citerne proche de la voie publique.

Reconnaissance opérationnelle du SDIS non réalisée à ce jour. Un RDV a été planifié le 30 juin 2025 (mail).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Justifier de la validation des deux citernes incendies par le SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 3

Prescription contrôlée :

Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles

ET

Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production

ET

Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes.

Constats :

Mise à disposition des fiches d'aliments utilisées en 2024 (Pré-ponte, ponte 105, ponte 110, ponte 115, ponte 120, Record, AL 1902). Cohérence avec les données renseignées dans le BRS joint à la déclaration GEREP 2024.

Alimentation multiphase. Présence d'acides aminés dans les aliments NOVIAL (hydroxy-analogue de la méthionine).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MTD3 Emissions d'azote total excrété

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 3

Prescription contrôlée :

Azote total excrété associé à la MTD

Poules pondeuses	<0,8
------------------	------

Constats :

Valeur issue du BRS du réexamen : 0.738 kgN excrété/emplacement/an pour les DOMS, 0.665 kgN excrété/emplacement/an pour FRAMIOEUF.

Vérification du BRS de l'année 2024 : 0.848 kgN/emplacement/an

L'azote total excrété ne respecte pas les NEA-MTD.

Données à pondérer avec le changement de mode de logement et d'alimentation en cours en 2024 pour certains des poulaillers (passage au sol)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une attention particulière devra être portée sur l'alimentation des volailles au cours de l'année 2024 afin de réduire les excréments azotés des volailles en dessous du seuil fixé par la MTD.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 4
Prescription contrôlée : Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production ET Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent le phosphore total excrété (par exemple, phytase) ET Utilisation de phosphates inorganiques hautement très digestibles pour remplacer partiellement les sources traditionnelles de phosphore dans l'alimentation.
Constats : Mise à disposition des fiches d'aliments utilisées en 2024 (Pré-ponte, ponte 105, ponte 110, ponte 115, ponte 120, Record, AL 1902). Cohérence avec les données renseignées dans le BRS joint à la déclaration GERE 2024. Alimentation multiphase. Utilisation de 6-phytase pour les aliments NOVIAL. Présence de phosphate monocalcique 22.7P16Ca pour l'aliment provenant de la FAF
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	
Thème(s) : Élevage, MTD 4	
Prescription contrôlée :	
Phosphore total excrété associé à la MTD	
Poules pondeuses	0,10 - 0,45

Constats :

Valeur issue du BRS du réexamen : 0.329 kgP excrété/emplacement/an pour LES DOMS et 0.319kgP excrété/emplacement/an pour FRAMI OEUF.

Vérification du BRS de l'année 2024 : 0344 kgP/emplacement/an

Le phosphore total excrété respecte les NEA-MTD.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : MTD5 Utilisation rationnelle de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 5

Prescription contrôlée :

Tenir un registre de la consommation d'eau

ET

Détecter et réparer les fuites d'eau

ET

Utiliser des dispositifs de nettoyage à haute pression pour le nettoyage des hébergements et des équipements

ET

Choisir des équipements appropriés (par exemple, abreuvoirs à tétine, abreuvoirs siphoniques, bacs à eau), spécifiquement adaptés à la catégorie animale considérée et garantissant l'accès à l'eau (ad libitum)

ET

Vérifier et, si nécessaire, adapter régulièrement le réglage de l'équipement de distribution d'eau.

Constats :

Absence de registre mensuel de la consommation en eau.

Présence d'une fuite au niveau des lavabos P3 et P2, ainsi que d'un raccord aérien vers P2 (sas).

L'exploitant a également fait par d'une fuite dans P5 (attente intervention constructeur car matériel neuf).

L'ensemble des poulaillers est équipé de pipettes avec coupelles de récupération.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Réparer les fuites.

Tenir un registre mensuel de la consommation en eau globale du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 11 : MTD8 Utilisation rationnellement de l'énergie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 8
Prescription contrôlée : Systèmes de chauffage/refroidissement et de ventilation à haute efficacité ET Isolation des murs, sols et/ou plafonds des bâtiments d'hébergement ET Utilisation d'un éclairage basse consommation.
Constats : Présence de LEDS dans les poulaillers P3, P4 et P5 (travaux de passage en volières réalisés). Murs isolés et ventilation dynamique dans les 5 poulaillers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : MTD11 Émissions de poussières, bâtiment d'hébergement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 11
Prescription contrôlée : Utiliser une alimentation humide, en granulés ou ajouter des matières premières huileuses ou des liants aux systèmes d'alimentation sèche; ET Concevoir et utiliser le système de ventilation pour une faible vitesse de l'air à l'intérieur du bâtiment.
Constats : Alimentation contenant des tourteaux. Alimentation industrielle ou FAF du site. Ventilation dynamique contrôlée par ordinateur dans les 5 poulaillers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : MTD14 Émissions atmosphériques d'NH3, stockage effluents solides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 14
Prescription contrôlée : Réduire le rapport entre la surface d'émission et le volume du tas d'effluents d'élevage solides ET Stocker les effluents d'élevage solides dans un hangar.

Constats :

Stockage des fientes en fumière couverte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : MTD15 Rejets dans le sol et l'eau, stockage des effluents solides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 15

Prescription contrôlée :

Stocker les effluents d'élevage solides séchés dans un hangar

ET

Utiliser un silo en béton pour le stockage des effluents d'élevage solides

ET

Stocker les effluents d'élevage solides sur une aire imperméable équipée d'un système de drainage et d'un réservoir de collecte des jus d'écoulement.

Constats :

Stockage des fientes en fumière couverte, sol bétonné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : MTD23 Émissions d'NH₃, production global élevage porcin ou de volailles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 23

Prescription contrôlée :

Estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue, sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en oeuvre dans l'installation d'élevage.

Constats :

Calcul des émissions atmosphériques effectué au titre de l'année 2024 (dans le cadre de la déclaration annuelle des émissions polluantes).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 24

Prescription contrôlée :

Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux.

Constats : BRS effectué au titre de l'année 2024 (dans le cadre de la déclaration annuelle des émissions polluantes).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : MTD25 Surveillance les émissions atmosphériques d'NH3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 25
Prescription contrôlée : Estimer les émissions d'ammoniac à l'aide d'un bilan massique sur l'azote (en se basant sur les quantités d'aliment ingérées, les performances de l'animal et la teneur en MAT du ou des aliments) Le module de calcul GEREPE répond à cette technique.
Constats : Calcul effectué au titre de l'année 2024 - fichiers BRS et GEREPE (dans le cadre de la déclaration annuelle des émissions polluantes).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : MTD27 Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 27
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an : estimation à partir des facteurs d'émission. Le module de calcul GEREPE répond à cette technique.
Constats : Calcul des émissions de poussières effectué au titre de l'année 2024 (dans le cadre de la déclaration annuelle des émissions polluantes).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : MTD31 Émissions atm. NH3, p poules, p de chair reproducteur, poulettes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 31
Prescription contrôlée : Evacuation des effluents d'élevage au moyen de tapis de transport (dans le cas des systèmes de cages aménagées ou de cages non aménagées) avec au minimum: - une évacuation par semaine avec séchage à l'air;

ou - deux évacuations par semaine
Constats : Evacuation des fientes vers la fumière par tapis 2 fois/semaine pour les poulaillers P1, P2 (cages).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : MTD31 Émissions atm. NH3, p pondeuses, p de chair reproducteur, poulettes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, MTD 31
Prescription contrôlée : Dans le cas des systèmes sans cages: 4. Tapis de collecte des effluents d'élevage (dans le cas des volières).
Constats : Evacuation des fientes vers les fumières par tapis de collecte 2 fois/semaine pour le poulailler P3 et quotidiennement pour les poulaillers P4 et P5.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : MTD31 Émissions atm. NH3, p pondeuses, p de chair reproducteur, poulettes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, NEA MTD 31 cage
Prescription contrôlée : 0,02 - 0,08 kg NH3/emplacement/an
Constats : Emissions issues du dossier de réexamen (cages): 0.028 kgNH3/emplacement/an pour FRAMI OEUF 0.031 kgNH3/emplacement/an pour LES DOMS. Emissions calculées pour l'année 2024 (dans le cadre de la déclaration annuelle des émissions polluantes - mixte cages/sans cage) : 0.036 kgNH3/emplacement/an. Les émissions respectent les seuils fixés par la MTD.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : MTD31 Émissions atm. NH3, p pondeuses, p de chair reproducteur, poulettes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
Thème(s) : Élevage, NEA MTD 31 sans cage
Prescription contrôlée : 0,02 - 0,13 kg NH3/emplacement/an
Constats : Emissions calculées pour l'année 2024 (dans le cadre de la déclaration annuelle des émissions polluantes) - mixte cages/sans cage) : 0.036 kgNH3/emplacement/an. Les émissions respectent les seuils fixés par la MTD.
Type de suites proposées : Sans suite

